

Paris

# Affirmer la présence du courant révolutionnaire

Christian Leucate

Nous entrons dans une période politique où la démagogie électoraliste va couler à flot ; où une fois de plus la bourgeoisie française va camoufler ses contradictions, va anesthésier l'opinion publique par cette grande représentation d'illusionnisme que sont les joutes électorales.

Une fois de plus, le capital et son Etat vont pouvoir, à travers un semblant d'affrontement politique dont ils imposent toutes les règles, dont ils ont la maîtrise absolue, dévier les conflits de classe, masquer la lutte de classes.

L'extrême confusion politique qui s'instaure et qui est une des règles de ce type de campagne nous oblige à rappeler un certain nombre de principes généraux qui guident notre pratique militante quant à ces élections.

Tout d'abord, parlements bourgeois mais aussi institutions municipales n'ont toujours été pour les militants révolutionnaires que des appareils de la machine gouvernementale de la bourgeoisie. En aucun cas, donc ils ne peuvent pas être considérés comme un cadre institutionnel possible de la prise du pouvoir par le prolétariat.

*Mais s'il est hors de question pour nous d'entretenir au sein de la classe ouvrière l'illusion d'une conquête de l'intérieur de ces institutions dites « démocratiques », il n'en demeure pas moins qu'une utilisation révolutionnaire du parlementarisme, de la pratique du suffrage universel est possible et souhaitable. C'est ce que nous tenterons en mars — mars 1971, le mois anniversaire du centenaire de la Commune.*

En ce qui concerne le conseil municipal de Paris, il nous semble nécessaire de rappeler à quel point sont illusoire ses pouvoirs, ses possibilités réelles d'intervention et de décision. Le conseil n'est qu'une simple chambre d'enregistrement des choix du pouvoir par le canal du préfet de Paris, et plus précisément, de la grande bourgeoisie financière qui fait main basse sur la ville. Les affaires de la Villette, de la rénovation

des XII<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> arrondissements en sont des exemples parmi d'autres.

Cette chambre n'est qu'un voile pour rendre moins criantes, moins scandaleuses pour l'opinion publique, les pratiques spéculatrices éhontées des affairistes. Elle assure une couverture légale aux décisions des conseils d'administration d'un certain nombre de groupes financiers.

A Paris, plus qu'ailleurs, il est opportun de dénoncer l'inefficacité de l'électoralisme pour imposer l'application d'une politique représentant tous les intérêts fondamentaux ou même immédiats des couches travailleuses.

Le statut particulier de Paris — résultat de la grande peur de la bourgeoisie de 1871 — le type de vie qui est propre aux Parisiens conduisent les électeurs à considérer avec une certaine indifférence les problèmes proprement gestionnaires.

*Les élections municipales à Paris sont toujours des élections politiques, c'est-à-dire que les électeurs se prononcent avant tout en fonction des grands courants politiques qui interviennent dans la vie de ce pays.*

D'un côté, nous aurons donc les deux grandes options qui représentent les intérêts de la bourgeoisie, le courant majoritaire (U.D.R. - Républicains Indépendants), et le courant centriste « réformateur » (Centre démocrate, radicaux schreiberiens, pisanistes, etc.). C'est au fond le coup Pompidou-Poher qui continue, nous avons dit à l'époque ce que nous en pensons. Par ailleurs, c'est l'option réformiste défendue par les listes d'Union démocratique du Parti Communiste, du nouveau Parti Socialiste et de la C.I.R., et très probablement de quelques radicaux en rupture momentanée de parti.

Alors que face à l'offensive de la bourgeoisie des luttes dures sont menées — Batignolles, paysans, etc. — le problème urgent des années 70 est la transformation des conditions de vie, des rapports

sociaux et de la nature du pouvoir, et le désir profond des masses est plus de combattre l'oppression quotidienne qu'elles subissent que d'obtenir avant tout de meilleurs revenus dans des conditions de vie inchangées.

### *Pour des listes d'union populaire*

A Paris, en fonction de cette situation, l'échec des négociations nationales avec le P.C.F., excluait une quelconque participation à des listes d'Union démocratique, ouvertes par ailleurs aux socialistes, à la Convention et à quelques radicaux.

Ce type d'union continue à entretenir la confusion et à perpétuer les errements de la gauche (l'union ne suffit pas à définir une politique).

*Nous défendrons donc, par la présentation dans les 14 circonscriptions parisiennes de listes d'union populaire, les perspectives politiques du courant révolutionnaire.*

*Cette campagne sera pour nous l'occasion de convaincre les travailleurs de la nécessité de la constitution d'un pôle révolutionnaire cohérent et solide posant clairement l'alternative socialiste et de prolonger les luttes de masses engagées sur des objectifs précis, concrets que nous menons, souvent avec d'autres, dans les différents quartiers de la capitale.*

Nous démontrerons sur le terrain, en utilisant comme appont la tribune légale que nous fournira la campagne électorale, que seule la lutte paie. Il en sera ainsi pour les problèmes de transports en commun, pour la lutte contre tous les actes répressifs du pouvoir et du patronat, pour toutes luttes que nous menons contre les conséquences désastreuses de la politique des

groupes financiers qui font main basse sur la ville : logements, institutions socio-éducatives... seule la lutte paie. La population prenant en main ses propres affaires peut alors faire reculer le pouvoir, le développement de la lutte de masse peut seul imposer le renversement du capitalisme. Le fait que ces élections auront lieu lors du centenaire de la Commune est pour nous un symbole riche de signification.

Pour cette bataille nous appelons à la constitution des listes d'union populaire. *Ces listes sont ouvertes à tous les militants qui, dans les quartiers ou dans les entreprises ont animé, ont participé à des luttes de masse et pour qui le socialisme est un problème actuel. Ces militants contactés par nos sections seront soit membres de comités de masse, de syndicats, militants de l'opposition communiste ou d'organisations politiques participants du courant révolutionnaire.* Ces contacts locaux seront appuyés au niveau de la fédération par toutes les initiatives nécessaires, avec comme point central, lors des discussions éventuelles avec d'autres organisations révolutionnaires l'application de l'axe stratégique du contrôle ouvrier, cet axe stratégique étant pour nous un élément décisif de la lutte socialiste sur le terrain privilégié des entreprises.

S'il est hors de question pour nous d'entretenir au sein de la classe ouvrière l'illusion d'une conquête du pouvoir de l'intérieur des institutions dites démocratiques, il n'en demeure pas moins qu'une utilisation révolutionnaire du suffrage universel est possible et souhaitable. C'est ce que nous tenterons en Mars 1971, mois anniversaire du centenaire de la Commune.

---

(Texte issu des débats de la Fédération de Paris.)